



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 29 JUILLET 1905.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2075

#### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 juillet 1905, de nommer M. Louis Joseph Henri LaRue, assistant inspecteur des postes, de la cité de Québec, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 2572 des statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur toute la province.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 juillet 1905, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Trois-Rivières, MM. Adélar Cloutier, cultivateur, Georges Desaulniers, marchand, de Saint-Thécle, Arcade Lahaya, cultivateur, Eugène Ferron, médecin, Joseph L. Brunelle, cultivateur, et Ephrem Cinq-Mars, propriétaire, de Batiscau, dans le comté de Champlain.

District de Chicoutimi.—MM. Elie Gagné, marchand, Augustin Potvin, Louis Collard, Cléophas Girard et Georges Gauthier, cultivateurs, de Saint-Joseph d'Alma, dans le comté du Lac Saint-Jean.

District d'Arthabaska.—MM. Alphonse Provancher et Joseph Richard, tous deux cultivateurs, de Saint-Louis de Blanford, dans le comté d'Arthabaska.

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 29th JULY, 1905.

#### GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2076

#### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th July, 1905, to appoint Mr. Louis Joseph Henri LaRue, assistant mail inspector, of the city of Quebec, a justice of the peace in virtue of the provisions of article 2572 of the revised statutes of the province of Quebec, with jurisdiction over the whole province.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th July, 1905, to associate to the commission of the peace for the district of Three Rivers, Messrs Adélar Cloutier, farmer, Georges Desaulniers, merchant, of Saint Thécle, Arcade Lahaya, farmer, Eugène Ferron, physician, Joseph L. Brunelle, farmer, and Ephrem Cinq-Mars, proprietor, of Batiscau, in the county of Champlain.

District of Chicoutimi.—Messrs. Elie Gagné, merchant, Augustin Potvin, Louis Collard, Cléophas Girard and Georges Gauthier, farmers, of Saint Joseph d'Alma, in the county of Lake Saint John.

District of Arthabaska.—Messrs. Alphonse Provancher and Joseph Richard, both farmers, of Saint Louis de Blanford, in the county of Arthabaska.

District de Bedford.—M. Georges Préfontaine, cultivateur, de Bethel, North Ely, dans le comté de Shefford.

District de Saint-François.—M. Hilaire Aubin, marchand, de East Angus, dans le comté de Compton.

District de Québec.—M. Patrick Joseph Brown, rentier, de Laval, dans le comté de Montmorency.

District de Montréal.—MM. Louis Nicholas Cypriot, médecin, et Bruno Lalonde, commerçant, tous deux de Sainte-Anne de Bellevue, et Joseph Crevier, fils de Joseph, jardinier, de Senneville, dans le comté de Jacques-Cartier. 2655

District of Bedford.—Mr. Georges Préfontaine, farmer, of Bethel, North Ely, in the county of Shefford.

District of Saint Francis.—M. Hilaire Aubin, merchant, of East Angus, in the county of Compton.

District of Quebec.—Mr. Patrick Joseph Brown, gentleman, of Laval, in the county of Montmorency.

District of Montreal.—Messrs. Louis Nicholas Cypriot, physician, and Bruno Lalonde, trader, both of Sainte Anne de Bellevue, and Joseph Crevier, son of Joseph, gardener, of Senneville, in the county of Jacques Cartier. 2656

### Proclamation

Canada }  
Province de } L. A. JETTE.  
Québec. }  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq et à chacun de vous—SALUT.

### PROCLAMATION.

**A**TENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec.

### Proclamation

Canada, }  
Province of } L. A. JETTE.  
Québec. }  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, you and each of you.—GREETING.

### PROCLAMATION

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and five, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be herunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

## Avis du Gouvernement

## AVIS PUBLIC.

Avis public est donné par les présentes que M. Daniel Bergevin, de Montréal, a été nommé percepteur des taxes sur opérations de bourse, aux fins de l'acte de cette province, 5 Édouard VII, chapitre 15, intitulé : Loi imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bonds, d'obligations et d'actions-obligations, lequel a été sanctionné le 20 mai 1905. Cette loi entre en vigueur le premier jour d'août 1905. M. Bergevin est aussi distributeur des timbres requis par le dit statut, et toutes demandes de tels timbres devront lui être adressées. Le bureau de M. Bergevin est actuellement dans l'édifice "Board of Trade," à Montréal.

Par ordre du trésorier de la province.

A. BROSAN,   
 Contrôleur du Revenu, P. Q.

Département du Trésor,   
 Québec, 25 juillet 1905. 2653

## DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Halifax, comté de Mégantic, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675<sup>qq</sup> des statuts refondus de la province de Québec.

G. A. GIGAULT,   
 Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 26 juillet 1905. 2677

No 1633-04.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le trentième jour d'août prochain, 1905, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazas, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du conseil de l'Instruction publique.

PAUL DE CAZAS,   
 Secrétaire.

Québec, 15 juillet 1905. 2517-3

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Raoul Dumouchel, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité et district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Louis Napoléon Dumouchel, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité et district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,   
 Secrétaire de la province.

2505-3

## EXTRAITS DES RÈGLES ET RÈGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

63. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province

## Government Notice

## PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that Mr. Daniel Bergevin, of Montreal, has been appointed stock tax collector, for the purposes of the act of this province, 5 Edward VII, chapter 15, intitled: "An act to provide for a tax on transfers of shares, bonds, debentures and debenture stock", and assented to on the 20th May, 1905. This act comes into force on the first day of August, 1905. Mr. Bergevin is also the distributor of the stamps required by the terms of the said act, and all applications for such stamps are to be addressed to him. Mr. Bergevin's office is at present in the Board of Trade Building, Montreal.

By order of the provincial treasurer,

A. BROSAN,

Comptroller of Provincial Revenue.   
 Treasury Department,   
 Quebec, 25th July, 1905. 2654

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the northern part of the township of Halifax, county of Megantic, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675<sup>qq</sup> of the revised statutes of the province of Québec.

G. A. GIGAULT,   
 Deputy Minister of Agriculture.

Québec, 26th July, 1905. 2678

No. 1633-04.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval normal school, in Québec, on Wednesday, the thirtieth day of August next, 1905, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the twentieth day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazas, secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

PAUL DE CAZAS,   
 Secretary.

Québec, 15th July, 1905. 2518

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Raoul Dumouchel, notary public, practising and residing in the city and district of Montreal, by which he asked for the transfer, in his favor, of the minutes, reperatory and index of the late Napoleon Dumouchel, in his lifetime notary public, practising in the said city and district of Montreal, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,   
 Provincial Secretary.

2506

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of

de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpenage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act.—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.— Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.— The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2071

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bills privés dont la matière onbe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2072

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is

de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant a circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer en raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, et que les noms des localités où elles veulent ope

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins

intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903."] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The transla-

par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2073

Greffier de l'Assemblée Législative.

### Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC.

#### MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ARTHABASKA.

Aux habitants des municipalités locales de la paroisse de Saint-Valère de Bulstrode et de la paroisse de Saint-Albert de Warwick et à tous intéressés.

#### AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné par le soussigné, Louis Lavergne, secrétaire-trésorier du conseil du comté d'Arthabaska, résidant à Arthabaska, que le dit conseil du comté d'Arthabaska, à sa séance générale et trimestrielle tenue à Arthabaska, le quatorze juin mil neuf cent cinq, a passé la résolution suivante :

Que les lots de terre numéros six, sept et huit du neuvième rang du canton de Warwick, désignés sous les numéros neuf cent quarante-trois, neuf cent quarante-quatre, neuf cent quarante-cinq, neuf cent quarante-six, neuf cent quarante-sept et neuf cent quarante-huit (Nos 943, 944, 945, 946, 947 et 948), du cadastre officiel du canton de Warwick, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, soient détachés de la dite municipalité de la paroisse de Saint-Albert de Warwick et annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Valère de Bulstrode, vu que la requête est signée par plus des deux tiers des électeurs de ce territoire à qui appartiennent presque tous les lots dessus désignés, et qu'il reste encore plus de trois cents âmes dans la municipalité de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, et vu que des avis publics ont été donnés régulièrement et suivant la loi dans les deux dites municipalités ;

Que par un arrêté en conseil en date du dix-neuf juillet mil neuf cent cinq, il a plu à Son Honneur

tion shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2074

Clerk of the Legislative Assembly.

### Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

#### MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ARTHABASKA.

To the inhabitants of the local municipalities of the parish of Saint Valère de Bulstrode and of the parish of Saint Albert de Warwick and to all parties interested.

#### PUBLIC NOTICE

Is given by these presents by the undersigned, Louis Lavergne, secretary treasurer of the council of the county of Arthabaska, residing at Arthabaska, that the said council of the county of Arthabaska, at its general and quarterly meeting held at Arthabaska, on the fourteenth day of June, one thousand nine hundred and five, passed the following resolution :

That the lots numbers six, seven and eight of the ninth range of the township of Warwick, described under the numbers nine hundred and forty three, nine hundred and forty four, nine hundred and forty five, nine hundred and forty six, nine hundred and forty seven and nine hundred and forty eight (Nos. 943, 944, 945, 946, 947 and 948), of the official cadastre of the township of Warwick, in the municipality of the parish of Saint Albert de Warwick, be detached from the said municipality of the parish of Saint Albert de Warwick and annexed to the municipality of the parish of Saint Valère de Bulstrode, considering that the petition is signed by more than two thirds of the electors of this territory to whom almost all the above described lots belong, and that there still remain more than three hundred souls in the municipality of the parish of Saint Albert de Warwick, and considering that public notices have been given regularly and according to law in the said two municipalities ;

That by an order in council dated the nineteenth day of July, nineteen hundred and five, His Honor

e lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, d'approuver la dite résolution du conseil du comté d'Arthabaska, adoptée le quatorze juin dernier, détachant certains lots de terre de la dite municipalité de la paroisse de Saint Albert de Warwick qui sont ci-dessus mentionnés, et les annexer à la municipalité de la paroisse de Saint Valère de Bulstrode, même comté d'Arthabaska, le tout conformément à l'article 41 du code municipal de la province de Québec.

Donné à Arthabaska, ce vingt et un juillet mil neuf cent cinq.

L. LAVERGNE,  
Sec. trés. C. C. A.

2647

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 155.

Dame Jessie Smith, du canton d'Irlande, dans le district d'Arthabaska, épouse de Samuel Thurber, autrefois du dit canton d'Irlande, maintenant absent de la province de Québec, dans des lieux inconnus, cultivateur, dûment autorisée par l'honorable juge Albert Malouin, un des honorables juges de cette cour, à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Samuel Thurber, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de juillet mil neuf cent cinq.

2675

J. B. DIONNE,  
Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
No 1185.

Dame Hélène Houle, de la paroisse de Sainte-Barbe, épouse de Joseph Eugène Daoust, hôtelier, du même lieu, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son époux.

SEERS & LAURENDEAU,  
Avocats de la demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 14 juillet 1905. 2593-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Céline Duplin dit St-Jean, épouse commune en biens de Zotique Bérard, de la ville de Saint-Louis, dit district, a institué, ce jour, une demande en séparation de biens contre son dit mari, sous le numéro 2723 des dossiers de cette cour.

BERARD, BRODEUR & BERARD,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 juillet 1905. 2621-2

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
No 3142.

Dame Emilie Lapointe, de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur, dit district, épouse commune en biens de Joseph Simard, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, le 20 mai dernier, une action en séparation de biens contre le dit Joseph Simard, son époux.

TESSIER, FISET & TESSIER,  
Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 7 juillet 1905. 2511-3

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No 3739.

Dame Elisabeth Leblanc, de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Hermas Gareau, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué contre son mari, une action en séparation de biens.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Procureurs de la demanderesse.

Joliette, 5 juillet 1905. 2605.2

the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, was pleased to approve the said resolution of the council of the county of Arthabaska, adopted the fourteenth of June last, detaching certain lots of land from the said municipality of the parish of Saint Albert de Warwick which are herein above mentioned, and to annex them to the municipality of the parish of Saint Valère de Bulstrode, in the same county of Arthabaska, the whole in conformity with article 41 of the municipal code of the province of Quebec.

Given at Arthabaska, this twenty first day of July, nineteen hundred and five.

L. LAVERGNE,  
Sec. treas. C. C. A.

2648

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 155.

Dame Jessie Smith, of the township of Ireland, in the county of Megantic, in the district of Arthabaska, wife of Samuel Thurber, heretofore of the said township of Ireland, now absent from the province of Quebec, in unknown places, farmer, duly authorized by Honorable justice Albert Malouin, one of the Honorable justices of this court, to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Samuel Thurber, Défendeur.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of July, nineteen hundred and five.

2676

J. B. DIONNE,  
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
No. 1185.

Mrs. Helene Houle, of the parish of Sainte Barbe, wife of Joseph Eugene Daoust, hotel keeper, of the same place, has taken, to-day, an action in separation as to property against her husband.

SEERS & LAURENDEAU,  
Attorneys for Plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 14th July, 1905. 2594

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Céline Duplin dit St-Jean, wife commune en biens of Zotique Bérard, of the town of Saint Louis, said district, has, this day, instituted an action en séparation de biens against her said husband, under the number 2723 of the records of this court.

BERARD, BRODEUR & BERARD,  
Advocates for plaintiff.

Montreal, 19th July, 1905. 2622

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court*  
No. 3739.

Dame Elisabeth Leblanc, of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, district of Joliette, wife common as to property of Hermas Gareau, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Attorneys for plaintiff.

Joliette, 5th July, 1905. 2606

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*  
No 3142.

Dame Emilie Lapointe, of the parish of Saint Jacques le Majeur, said district, wife common as to property of Joseph Simard, of the same place, trader, duly authorized to appear in a judicial proceedings, has instituted on the 20th of May last, an action for separation of property against the said Joseph Simard, her husband

TESSIER, FISET & TESSIER,  
Attorneys for plaintiff

Rimouski, 7th July, 1905. 2512

Province de Québec, } *Cour Supérieure.—Séjourant*  
 District de Gaspé. } *à Percé.*  
 No 620.

Dame Vitaline Lepage, de Sainte-Anne des Monts,  
 épouse de Charles Thibault, ci-devant marchand,  
 du même lieu, dûment autorisée à ester en jus-  
 tice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles Thibault, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée  
 le 17 mai 1905.

HUBERT CIMON,

Procureur de la demanderesse.

Percé, 18 juillet 1905. 2627-2

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 2567.

Dame Lea Kimmerman, Demanderesse ;

vs.

Abraham Fred, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, dans la susdite cause.

HUTCHINS &amp; MARGOLESE,

Procureurs de la demanderesse

Montréal, 15 juin 1905. 2379-5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2613.

Dame Amelia Jemima Little, de Westmount, dit  
 district, épouse commune en biens de William  
 Alexander Dickson, du même lieu, manufacturier,  
 judiciairement autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs.

Le dit William Alexander Dickson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée,  
 ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

PATTERSON &amp; BROWN,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 3 juillet 1905. 2487-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 2703.

Dame Georgiana Heaganton, de la cité de Saint-  
 Henri, district de Montréal, et dûment autorisée, a,  
 ce jour, intenté une action en séparation de biens  
 contre Joseph Pépin, son époux, du même lieu.

CODERRE, CEDRAS &amp; MAGNAN,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 13 juillet 1905. 2567-3

Province de Québec, }  
 District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
 No 108.

Dame Marie Louise Larcher, de la ville de  
 Montmagny, dit district, épouse commune en biens  
 de Emile Lacombe, journalier, du même lieu,  
 dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce  
 jour, une action en séparation de biens contre le  
 dit Emile Lacombe, son époux.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 20 juillet 1905. 2639-2

Avis est par les présentes donné que dans un  
 mois à compter de la première publication de cet  
 avis, l'association de bienfaisance et de secours  
 mutuels, connue et désignée sous le nom de " Association  
 Canado-Américaine," de Manchester, dans  
 l'état de New-Hampshire, l'un des états-unis d'Amé-  
 rique, présentera au lieutenant-gouverneur de la  
 province de Québec, en conseil, une requête pour  
 être autorisée à faire des opérations dans la dite  
 province, en vertu du 59 Vict., chap. 34.

La Haute-Cour de l'" Association Canado-Améri-  
 caine."

CALIXTE MORIN,

Secrétaire-général

Manchester, N.-H., 5 juillet 1905. 2501-4

Province of Quebec, } *Superior Court.—Sitting*  
 District of Gaspé. } *at Percé.*  
 No. 620.

Dame Vitaline Lepage, of Sainte Anne des Monts,  
 wife of Charles Thibault, heretofore merchant, of  
 the same place, duly authorized to ester en  
 justice, Plaintiff ;

vs.

The said Charles Thibault, Defendant.  
 An action en séparation de biens has been insti-  
 tuted on the 17th May, 1905.

HUBERT CIMON,

Attorney for plaintiff.

Percé, 18th July, 1905. 2628

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2567.

Dame Lea Kimmerman, Plaintiff ;

vs.

Abraham Fred, Defendant.  
 An action for separation as to property has, this  
 day, been instituted in the above case.

HUTCHINS &amp; MARGOLESE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th June, 1905. 2380

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2613.

Dame Amelia Jemima Little, of Westmount, said  
 district, wife common as to property of William  
 Alexander Dickson, of the same place, manufac-  
 turer, judicially authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;

vs.

The said William Alexander Dickson, Defendant.

An action for separation as to property was, this  
 day, instituted by plaintiff against defendant.

PATTERSON &amp; BROWN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 3rd July, 1905. 2488

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2703.

Dame Georgiana Heaganton, of the city of Saint  
 Henri, district of Montreal, duly authorized, has,  
 this day, taken an action in separation as to pro-  
 perty against Joseph Pepin, her husband, of the  
 same place.

CODERRE, CEDRAS &amp; MAGNAN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 13th July, 1905. 2568

Province of Quebec, }  
 District of Montmagny. } *Superior Court.*  
 No. 108.

Dame Marie Louise Larcher, of the town of  
 Montmagny, said district, wife common as to  
 property of Emile Lacombe, journeyman, of the  
 same place, duly authorized to appear in judicial  
 proceedings, has instituted, this day, an action for  
 separation of property against the said Emile  
 Lacombe, her husband.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 20th July, 1905. 2640

Notice is hereby given that within one month  
 from the first publication of this notice, the benefit  
 and mutual help association known and described  
 by the name of " Association Canado Américaine,"  
 of Manchester, in the state of New Hampshire, one  
 of the united states of America, will present to the  
 Lieutenant Governor in Council, a petition to be  
 authorized to carry on business in the said province,  
 in virtue of the act 59 Vict., ch. 34.

The High Court of the said " Association Canado  
 Américaine."

CALIXTE MORIN,

General Secreata

Manchester, N. H., 5th July, 1905. 2502

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
*In re* O. L. Messier, hôtelier, de Farnham, Qué.,  
absent.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 20ème jour de juillet 1905, j'ai été nommé curateur aux biens du dit absent, pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.  
Montréal, 21 juillet 1905. 2651

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Elzéar Gibeau, commerçant, de Sainte-Martine, Qué.,  
Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, le 14ème jour de juillet 1905, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable, pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, 21 juillet 1905. 2649

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 71.

*In re* Alfred Gingras, marchand, de Montréal,  
Failli.

Avis est par le présent donné que le sixième jour de juillet courant, par l'honorable juge Davidson, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers devront produire leurs réclamations assermentées dans les trente jours de cet avis.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Curateur.

Edifice New York Life,  
11, Place d'Armes.  
Montréal, 24 juillet 1905. 2669

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 80.

*In re* Maurice A. Cardinal, marchand, de Montréal,  
Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-quatrième jour de juillet courant, par l'honorable juge Doherty, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers devront produire leurs réclamations assermentées dans les trente jours de cet avis.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Curateur.

Edifice New York Life,  
11, Place d'Armes.  
Montréal, 24 juillet 1905. 2665

*District de Beauce.*

Emile Audet, de Saint-Ephrem de Tring, marchand, a, le 21 juillet 1905, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 27 juillet 1905. 2683

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*  
*In re* O. L. Messier, of Farnham, Quebec, hotel-keeper, absentee.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 20th day of July, 1905, I was appointed curator to the estate of the said absentee, for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days, to ensure collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.  
Montreal, 21st July, 1905. 2652

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
*In re* Elzéar Gibeau, of Sainte Martine, of Quebec, trader,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this court, on the 14th day of July, 1905, I was appointed curator to the estate of the said insolvent, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed in my office within 30 days, to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

1598, Notre Dame street.  
Montreal, 21st July, 1905. 2650

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No 71.

*In re* Alfred Gingras, of Montreal, merchant,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the sixth day of July instant, I have been appointed by the Honorable judge Davidson, curator to the estate of the said insolvent.

Creditors should produce their sworn claims within thirty days of this notice.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Curator.

New York Life Building,  
11, Place d'Armes,  
Montreal, 24th July, 1905. 2670

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No 80.

*In re* Maurice A. Cardinal, merchant, of Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty fourth day of July instant, I have been appointed by the Honorable judge Doherty, curator to the estate of the said insolvent.

Creditors should produce their sworn claims within thirty days of this notice.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Curator.

New York Life Building,  
11, Place d'Armes.  
Montreal, 24 July, 1905. 2666

*District of Beauce.*

Emile Audet, of Saint-Ephrem de Tring, merchant, has, on the 21st of July, 1905, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 27th July, 1905. 2684

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. }  
*In re* Jean Baptiste Gaucher, commerçant, de  
 Saint-Hyacinthe, Failli.

F. X. A. BOISSEAU,  
 Curateur.  
 2661

Saint-Hyacinthe, 24 juillet 1905.

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Gilbert Labonté, marchand, Saint-Sauveur,  
 Avis public est par le présent donné que, par  
 jugement de la cour, en date du 12 juillet 1905,  
 nous avons été nommés curateurs aux biens du  
 failli sus-nommé, qui en a fait un abandon judi-  
 ciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à nos  
 bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,  
 DAMASE MASSON,  
 Curateurs conjoints.  
 2659

41, Edifice des Tramways, Montréal.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 66.

*In re* J. A. Séguin, épicier, de Montréal, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le seizième jour  
 de juin 1905, par l'honorable juge Taschereau, j'ai  
 été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers devront produire leurs réclama-  
 tions assermentées dans les trente jours de cet avis.  
 NAPOLÉON ST AMOUR,  
 Curateur.

Edifice New York Life,  
 11, Place d'Armes.  
 Montréal, 24 juillet 1905. 2667

Avis est donné que Luc Pelletier, de Rivière  
 Jaune, marchand et propriétaire de moulin à scies,  
 a fait cession de ses biens, le vingt-unième jour de  
 juillet 1905, au bureau du protonotaire de la cour  
 supérieure, pour le district de Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Gardiens provisoires.  
 2685

## En Liquidation

### CEDULE "B."

1905 A. No. 14091.  
 DANS LA COUR SUPRÊME.

Dans l'affaire de l'Acte des Liquidations et les Actes  
 qui l'amendent,

et

Dans l'affaire de "The Bank of Yarmouth," Nou-  
 velle Ecosse.

Avis judiciaire aux créanciers de "The Bank of  
 Yarmouth," Nouvelle Ecosse, conformément à  
 l'ordre de liquidation fait par la Cour Suprême de  
 la Nouvelle Ecosse, en vertu de l'Acte des Liquida-  
 tions et ses amendements, et dans l'affaire de "The  
 Bank of Yarmouth," Nouvelle Ecosse, en date du  
 19ème jour de mai 1905.

Les créanciers de la susdite "Bank of Yarmouth"  
 et toutes autres personnes ayant des réclamations  
 contre la dite "Bank of Yarmouth," faisant ci-devant  
 affaires dans la ville de Yarmouth, province de la  
 Nouvelle-Ecosse, sont requis d'adresser, le ou avant  
 le 15ème jour de septembre 1905, par lettre affran-  
 chie à William E. Stavart, liquidateur de la dite  
 banque, à son bureau, à Yarmouth, dans le comté  
 de Yarmouth, leurs noms et prénoms, adresses et

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. }  
*In re* Jean Baptiste Gaucher, of Saint Hyacinth,  
 trader, Insolvent.

The undersigned has been named curator to the  
 above named insolvent, and the creditors of the  
 latter should produce their claims within thirty days  
 from this date.

F. X. A. BOISSEAU,  
 Curator.  
 2662

Saint Hyacinth, 24th July, 1905.

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
*In re* Gilbert Labonté, merchant, Saint Sauveur.  
 Public notice is hereby given that, on the 12th  
 day of July, 1905, by judgment of the court, we  
 were appointed curators to the said estate insolvent,  
 who has made a judicial abandonment of his pro-  
 perty for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within a month.

ARTHUR GAGNON,  
 DAMASE MASSON,  
 Joint curators.  
 2660

41, Street Railway Building, Montreal.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 66.

*In re* J. A. Seguin, of Montreal, grocer, Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the sixteenth day  
 of June, 1905, I have been appointed by the Hono-  
 rable judge Taschereau, curator to the estate of the  
 said insolvent.

Creditors should produce their sworn claims  
 within thirty days of this notice.

NAPOLÉON ST AMOUR,  
 Curator.

New York Life Building,  
 11, Place d'Armes.  
 Montreal, 24th July, 1905. 2668

Notice is hereby given that Luc Pelletier, of  
 Rivière Jaune, has made an assignment of his estate  
 on the twenty first day of July, 1905, at the office  
 of the protonotary of the superior court, for the  
 district of Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Provisional guardians.  
 2686

## In Liquidation

### SCHEDULE "B."

1905 A. No. 14091.  
 IN THE SUPREME COURT.

In the matter of the Winding Up Act and Acts in  
 amendment thereof,

and

In the matter of the Bank of Yarmouth, Nova  
 Scotia.

Judicial notice to the creditors of the Bank of  
 Yarmouth, Nova Scotia, pursuant to the Winding  
 Up order made by the Supreme Court of Nova  
 Scotia, by the Winding Up Act and amendments  
 thereto, and in the matter of the Bank of Yarmouth,  
 Nova Scotia, bearing date the 19th day of May, 1905.

The creditors of the above named Bank of Yar-  
 mouth and all others who have claims against said  
 Bank of Yarmouth, formerly carrying on business  
 in the town of Yarmouth, province of Nova Scotia,  
 are, on or before the 15th day of September, 1905,  
 to send by post prepaid to William E. Stavart,  
 liquidator of the said Bank, at his office, Yarmouth,  
 in the county of Yarmouth, their christian and  
 surnames, addresses and descriptions, the full

descriptions, tous les détails de leurs réclamations et la nature et le montant des garanties, s'il y en a, venus par eux, et la valeur spécifiée de telles garanties vérifiées sous serment, et à défaut d'iceux elles seront péremptoirement exclues des bénéfices du dit Acte et l'ordre de Liquidation.

WILLIAM E. STAVART,

Liquidateur.

Daté ce 19ème jour de mai 1905.

2035.3

### Licitation

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2450.

Joseph Nadon, Demandeur ;

vs

Emile Nadon, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le quatorzième jour de juillet 1905, dans une cause dans laquelle Joseph Nadon, journalier, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, est Demandeur ; et Emile Nadon, autrefois du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, est Défendeur, ordonnant la licitation de certaine bâtisse et des droits conférés au demandeur et au défendeur par certaine promesse de vente sur la subdivision 437 du lot No 10, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

La dite bâtisse et les dits droits ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchéri seur, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, 1905, cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice de la cité de Montréal ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Procureurs du demandeur.

Montréal, 21 juillet 1905. 2663  
[Première publication, 29 juillet 1905.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } ELZEAR LACHANCE,  
No 129. } Demandeur ; contre  
DONAT CARIGNAN, Défendeur.

Une terre étant le lot numéro trois, du cinquième rang du canton de Bulstrode, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, sous les numéros deux cent quatre-vingt-trois et deux cent quatre-vingt-quatre (283 et 84) — circonstances et dépendances.

L'our è re vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire, le TRENTIEME jour

particulars of their claims and the nature and amount of the securities, if any, held by them, and the specified value of such securities verified by oath, and in default thereof they will be peremptorily excluded from the benefits of the said Act and Winding Up order.

WILLIAM E. STAVART,

Liquidator.

Dated the 19th day of May, 1905.

2036

### Licitation

Province of Quebec }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2450.

Joseph Nadon, Plaintiff ;

vs

Emile Nadon, Defendant.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 14th day of July, 1905, in a cause in which Joseph Nadon, laborer, of the town of Saint Louis, district of Montreal, is Plaintiff ; and Emile Nadon, formerly of the same place, and presently of parts unknown, is Defendant, ordering the licitation of certain building and of the rights conferred upon plaintiff and defendant by a certain promise of sale upon the subdivision No. 437 of lot No. 10, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

The said building and the said rights above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIRST day of SEPTEMBER next, 1905, sitting the court, in the court room of the court house, in Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st July, 1905. 2664  
[First published, 29th July, 1905.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } ELZEAR LACHANCE,  
No. 129. } Plaintiff ; against DO-  
NAT CARIGNAN, Defendant.

A farm being lot number three, in the fifth range of the township of Bulstrode, now known and described on the official plan and book of reference for said township, as being numbers two hundred and eighty three and two hundred and eighty four (283 and 284) — circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame du Rosaire, on the THIRTIETH day of

d'AOUT prochain, 1905, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 26 juillet 1905. 2671  
[Première publication, 29 juillet 1905.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } HONORE O'DESS ALIAS  
No. 85. } HODEST OU AUDES, Demaudeur ; contre EDOUARD O'DESS ALIAS ODEST OU AUDES ET AL, Défendants.

Une terre située en la paroisse de Saint-Bernard, seigneurie Saint-Etienne, en la concession Saint-Marc, étant maintenant connue et désignée sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse de Saint-Bernard, sous le numéro trois cent soixante et sept (367), contenant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur ; bornée au nord-est par un chemin public, au sud-ouest par le trait-quarré de la concession Saint-Mathieu, au nord-ouest par la veuve Joseph Couture, et au sud-est par Celestin Camiray—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, le TRENTEIEME jour d'AOUT mil neuf cent cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 24 juillet 1905. 2657  
[Première publication, 29 juillet 1905.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } GEORGES CASTON-  
No 3406. } D. GUAY, de Sainte-Hélène, Demandeur ; contre DAME HENRIETTE PARADIS ET AUTRES, Défendants, à savoir :

Un circuit de forme irrégulière d'environ vingt-trois arpents en superficie, situé en le second rang de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, étant le numéro trois cent vingt (No 320), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Louis de Kamouraska. A charge par l'acquéreur de payer à L. P. Chaloult, le 11 novembre de chaque année, une rente de cinq piastres.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Louis de Kamouraska, MARDI, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin, Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 6 juillet 1905. 2473-2  
[Première publication, 8 juillet 1905.]

AUGUST next, 1905, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 26th July, 1905. 2672  
[First published, 29th July, 1905.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } HONORE O'DESS ALIAS  
No. 85. } HODEST OR AUDES, Plaintiff ; against EDOUARD O'DESS ALIAS ODEST OR AUDES ET AL, Defendants.

A land situate in the parish of Saint Bernard, seignior of Saint Etienne, in the concession Saint Marc, now known and distinguished on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Bernard, under the number three hundred and sixty seven (367), containing two arpents in front by thirty arpents in depth ; bounded on the north east by a public road, on the south west by the line of the concession Saint Mathieu, on the north west by the widow Joseph Couture, and on the south east by Celestin Camiray— together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, on the THIRTIETH day of AUGUST, nineteen hundred and five, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 24th July, 1905. 2658  
[First published, 29th July, 1905.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } GEORGES CASTON-  
No. 3406. } D. GUAY, of Sainte-Hélène, Plaintiff ; against DAME HENRIETTE PARADIS AND OTHERS, Defendants, to wit :

A circuit of land of irregular outline of about twenty three arpents in area, situate in the second range of the parish of Saint Louis de Kamouraska, in the county of Kamouraska, being number three hundred and twenty (No. 320), of the cadastre of the said parish of Saint Louis de Kamouraska. Subject to the charge upon the purchaser of paying to L. P. Chaloult, on the 11th of November of every year, a rent of five dollars.

To be sold at the church door of Saint Louis de Kamouraska, on TUESDAY, the EIGHTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 6th July, 1905. 2474  
[First published, 8th July, 1905.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit. — District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L** A VILLE D'OUTRE-MONT, corps politique No 10998. } **L** MONT, corps politique et dûment incorporé, ayant ses principaux lieu et place d'affaires dans la dite ville d'Outremont, district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de AURELE ROY, des cité et district de Montréal, Défendeur.

2° Un lot de terre situé dans la ville d'Outremont, portant le numéro soixante-deux (62), de la subdivision numéro un, du lot numéro trente-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Louis.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus qui devait avoir lieu le vingtième jour d'avril dernier, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal 26 juillet 1905. Shérif, 2687  
[Première publication, 29 juillet 1905.]

## Ventes par le Shérif—Québec

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS.

*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ; vs No 1119. } **L** ALPHONSE DORION, à savoir :

Le lot No 6 (six), de la subdivision du lot No 1845 (mille huit cent quarante-cinq), du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue du Pont—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 27 juillet 1905. Député Shérif, 2681  
[Première publication, 29 juillet 1905.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D** ANS une cause où WILFRID MAROIS, était Demandeur, et ISRAEL LAFONTAINE, était Défendeur, le dit défendeur contre Wilfrid Marois, le demandeur, à savoir :

Le lot No 126 (cent vingt-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon, étant une terre située rang Sainte-Elizabeth—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne-de-Lauzon, comté de Lévis, le DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Québec, 27 juillet 1905. Député Shérif, 2679  
[Première publication, 29 juillet 1905.]

## Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court. — District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T** HE TOWN OF OUTRE-MONT, a body politic duly No. 10998. } **T** MONT, a body politic duly incorporated, having its principal place of business in the said town of Outremont, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of AURELE ROY, of the city and district of Montreal, Defendant.

2. A lot of land situate in the town of Outremont, bearing the number sixty two (62), on the subdivision number one, of lot number thirty two (32), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, fronting on Saint Louis street.

Notice is hereby given that the sale of the above immoveable which was to have taken place on the twentieth day of April last, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of AUGUST next, at THREE of the clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 26th July, 1905. Sheriff, 2688  
[First published, 29th July, 1905.]

## Sheriff's Sales—Quebec

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS.

*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } **T** HE CITY OF QUEBEC ; vs No. 1119. } **T** vs ALPHONSE DORION, to wit :

Lot number six (6), of the subdivision of lot number eighteen hundred and forty five (1845), of the official cadaster for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a piece of ground situate on Bridge street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Québec, 27th July, 1905. Deputy Sheriff, 2682  
[First published, 29th July, 1905.]

## FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I** N a cause in which WILFRID No. 2512. } **I** MAROIS, was Plaintiff, and ISRAEL LAFONTAINE, was Defendant, the said defendant against Wilfrid Marois, the plaintiff, to wit :

Lot (No. 126) one hundred and twenty six, of the official cadastre for the parish of Saint-Etienne-de-Lauzon, being a land situate in range Sainte Elizabeth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Etienne-de-Lauzon, in the county of Lévis, on the SECOND day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office, Québec, 27th July, 1905. Deputy-Sheriff, 2680  
[First published, 29th July, 1905.]

## Ventes par le Shérif—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—Rimouski.*

No 6644. } CYPRIEN LEPAGE, Demandeur; vs  
à savoir : } PHILIPPE OUELLET, Défendeur,

Le numéro trois cent six (306), du cadastre officiel de la ville de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le HUITIEME jour d'AOUT 1905, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 5 juillet 1905. 2479-2  
[Première publication, 8 juillet 1905.]

## Ventes par le Shérif—St-François

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.*

Saint-François, à savoir : } ALBERT A. WOOD-  
No 5746. } MAN, Demandeur ;  
contre EDMUND J. BRYAN, Défendeur.

Deux morceaux ou lots de terre situés dans le canton de Hereford, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1<sup>e</sup> Lot numéro dix-neuf B (19 B), dans le onzième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Hereford, sujet au droit de coupe et autres droits en faveur de Adam et Hamelin, tel que leurs droits peuvent apparaître.

2<sup>e</sup> Lot numéro vingt et un B (21 B), dans le septième rang, sur les dits plan et livre de renvoi du dit canton de Hereford, sujet aussi au droit de coupe, en faveur de Harry H. Clark, tel que ses droits peuvent apparaître—ensemble avec les bâtisses érigées et améliorations faites sur les dits deux morceaux de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Herménégilde, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 26 juillet 1905. 2673  
[Première publication, 29 juillet 1905.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } ANTOINE BIRON,  
No 852. } bourgeois, du

canton de Stoke, dans le district de Saint-François, Demandeur ; contre DAME SERAPHINE THERIAULT, du canton de Stoke, dans le district de Saint-François, épouse de Edouard Lapierre, cultivateur du dit canton de Stoke, et le dit Edouard Lapierre, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Défendeurs conjointement et solidairement.

## Sheriff's Sales—Rimouski

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—Rimouski.*

No. 6644. } CYPRIEN LEPAGE, Plaintiff; vs  
Defendant, to wit : } PHILIPPE OUELLET,

Number three hundred and six (306), of the official cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the EIGHTH day of AUGUST, 1905, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Rimouski, 5th July, 1905. 2480  
[First published, 8th July, 1905.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook.*

Saint Francis, to wit : } ALBERT A. WOOD-  
No. 5746. } MAN, Plaintiff ;  
against EDMUND J. BRYAN, Defendant.

Two pieces or lots of land situate in the township of Hereford, in the district of Saint Francis, known and described as follows :

1. The lot number nineteen B (19 B), in the eleventh range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Hereford, subject to the right of stumpage and other rights in favor of Adam and Hamelin, as their rights may appear.

2. The lot number twenty one B (21 B), in the seventh range, on said plan and book of reference of the said township of Hereford, subject likewise to the right of stumpage, in favor of Harry H. Clark, as his rights may appear—together with the buildings and improvements on the said two pieces of land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Herménégilde, on the TWENTY NINTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 26th July, 1905. 2674  
[First published, 29th July, 1905.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } ANTOINE BIRON,  
No. 852. } gentleman, of the

township of Stoke, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against DAME SERAPHINE THERIAULT, of the township of Stoke, in the district of Saint Francis, wife of Edouard Lapierre, farmer, of the said township of Stoke, as well personally as to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendants jointly and severally.

Saisi comme appartenant à la dite Séraphine Therriault, défenderesse en cette cause.

Un morceau de terre situé dans le canton de Stoke, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stoke comme lot numéro dix-sept D (17 D), dans le quatrième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philémon de Stoke, le HUITIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,  
Shérif. 2477-2  
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 5 juillet 1905.  
[Première publication, 8 juillet 1905.]

Seized as belonging to the said Seraphine Therriault, defendant in this cause:

A piece of land situate in the township of Stoke, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stoke, as the lot number seventeen D (17 D), in the fourth range of the said township—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philémon de Stoke, on the EIGHTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,  
Sheriff. 2478  
Sheriff's Office, Sherbrooke, 5th July, 1905.  
[First published, 8th July, 1905.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure—District des Trois Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **PIERRE AVILA**  
No 365. } **GOUIN**, Demandeur;  
vs **ALBERT POTHIER**, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Batiscan, connu et désigné par le numéro cent quarante cinq (145), au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse, de soixante et sept pieds et demi de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure française; borné en front au chemin royal actuel, se terminant en profondeur à Charles H. Gouin, joignant au sud partie à la maison d'école No 2, et partie aux héritiers Moïse Cossette, et au nord-est à Isaïe Marchand—avec maison, boutique de forge et autres bâtisses dessus construites, la dite boutique de forge à une petite partie dirigée sur une pointe de terre prise et détaché du lot de terre numéro cent quatre vingt cinq (185), au dit cadastre officiel pour la dite paroisse de Batiscan, de la contenance de cinquante deux pieds de largeur sur seize pieds de longueur, dans la ligne sud-ouest, et allant en retrécissant de manière à se terminer en pointe dans la ligne nord-est sur laquelle une petite partie de la dite boutique a été construite; bornée en front à l'emplacement ci-dessus, en profondeur et au nord-est au dit Charles H. Gouin, et au sud-ouest aux héritiers Moïse Cossette.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHAS DUMOULIN,  
Shérif. 2471.2  
Bureau du Shérif, Trois Rivières, 5 juillet 1905.  
[Première publication, 8 juillet 1905.]

### Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2747.

Dame Agnès Desbois, épouse commune en biens de Napoléon Gaudreault, restaurateur, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

**LAMARRE & BRODEUR,**  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 25 juillet 1905. 2697

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **PIERRE AVILA**  
No. 365. } **GOUIN**, Plaintiff; vs.  
**ALBERT POTHIER**, Defendant.

A lot situate in the parish of Batiscan, known and described as number one hundred and forty five (145), on the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish, of sixty seven and a half feet in front by ninety feet in depth, french measure; bounded in front by the actual King's road, ending in rear at Charles H. Gouin's, bounded on the south partly by the school house No. 2, and partly by the heirs Moïse Cossette, and on the north east by Isaïe Marchand—with house, blacksmith's forge and other buildings thereon erected, the said blacksmith's forge having little part erected on a point of land taken and detached from the lot of land number one hundred and eighty five (185), on the said official cadastre of the said parish of Batiscan, containing fifty two feet in width by sixteen feet in length, on the south west line, and narrowing so as to end in a point in the north east line, on which a small part of the said forge has been erected; bounded in front by the lot herein above, in rear and on the north east by the said Charles H. Gouin, and on the south west by the heirs Moïse Cossette.

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS DUMOULIN,  
Sheriff. 2472  
Sheriff's Office, Three Rivers, 5th July, 1905.  
[First published, 8th July, 1905.]

### Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2747.

Dame Agnès Desbois, has, this day, sued in separation as to property, her husband, Napoléon Gaudreault, restaurant-keeper, of the city and district of Montreal.

**LAMARRE & BRODEUR,**  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 25th July, 1905. 2698

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
*In re* J. R. Ouimet, Montréal, Insolvable.  
 Avis vous est donné que, le 27<sup>e</sup> jour de juillet 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.  
 Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.  
 A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 29 juillet 1905. 2695

Province de Québec, }  
 District de Pontiac. } *Cour Supérieure*  
*In re* John Gronan, du canton de Thorne, district de Pontiac, marchand,  
 et  
 Ferdinand Bretzloff, gardien provisoire.  
 Aux créanciers du dit failli.  
 Avis vous est donné que le 25<sup>e</sup> jour de juillet 1905, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Pontiac.  
 FERDINAND BRETZLOFF,  
 2693 Gardien provisoire.

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
 No 278.  
 Trefflé Trudel, cultivateur, de la paroisse de Saint-Narcisse,  
 Requéérant-cession ;

vs.  
 Ernest Trudel et Maxime Dontigny, de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, et y faisant affaires sous les nom et raison de Trudel & Dontigny,  
 Débiteurs cédants.  
 Avis est par le présent donné que les dits débiteurs cédants ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Trois-Rivières, et pour le district des Trois-Rivières.  
 J. A. COMEAU,  
 Procureur du requérant-cession et  
 du gardien provisoire, Trefflé Trudel.  
 Trois-Rivières, 24 juillet 1905. 2691

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure*  
 No 4639.  
 Dans l'affaire de Joseph Rodolphe Durand, commerçant, de la ville de Berthier, district de Joliette,  
 Débiteur insolvable ;

et  
 Edouard Forcier, cultivateur commerçant, de la paroisse de Saint-Pierre de Montmagny, dit district,  
 Créancier requérant cession.  
 Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sorel.  
 J. A. PIETTE,  
 Avocat du requérant cession.  
 Sorel, 24 juillet 1905. 2689

## En Liquidation

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*  
 No 390.  
*In re* Rémillard & Paquin, société en liquidation.  
 Un emplacement en la ville de Grand'Mère, contenant soixante pieds de front sur la profondeur de

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* J. R. Ouimet, Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that, on the 27th day of July, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.  
 Claims must be filed at our office within one month.  
 A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 29th July, 1905. 2696

Province of Quebec, }  
 District of Pontiac. } *Superior Court*  
*In re* John Gronan, of the township of Thorne, district of Pontiac, merchant,  
 and  
 Ferdinand Bretzloff, provisional guardian.  
 To the creditors of the insolvent.  
 Take notice that on the 25th day of July, 1905, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Pontiac.  
 FERDINAND BRETZLOFF,  
 2694 Provisional guardian.

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 278.  
 Trefflé Trudel, of the parish of Saint Narcisse, farmer,  
 Petitioner for assignment ;

vs.  
 Ernest Trudel and Maxime Dontigny, of the parish of Saint Jacques des Piles, there carrying on business under the name and style of Trudel & Dontigny,  
 Assigning debtors.  
 Notice is hereby given that the said assigning debtors have, this day, made a judicial abandonment of their estate for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court at Three Rivers, and for the district of Three Rivers.  
 J. A. COMEAU,  
 Atty for Trefflé Trudel, petitioner for assignment  
 and provisional guardian.  
 Three Rivers, 24th July, 1905. 2692

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*  
 No. 4639  
 In the matter of Joseph Rodolphe Durand, of the town of Berthier, in the district of Joliette, trader,  
 Insolvent debtor ;

and  
 Edouard Forcier, of the parish of Saint-Pierre de Montmagny, in the said district, farmer and trader,  
 Creditor petitioner for assignment.  
 Notice is hereby given that the said debtor has this day, made a judicial abandonment of his estate for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Sorel.  
 J. A. PIETTE,  
 Attorney of the petitioner for assignment.  
 Sorel, 24th July, 1905. 2689

## In Liquidation

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 390.  
*In re* Rémillard & Paquin, a partnership in liquidation.  
 A piece of land in the town of Grand'Mère, containing sixty feet in front by the depth of one

cent trente pieds ; borné en front par le chemin public, en arrière par le terrain de Napoléon Boisvert, d'un côté par celui de James Perreault, et d'autre côté par le dit Boisvert, faisant partie du numéro quatre-vingt-quatre au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec une boutine y érigée servant de fonderie, un fourneau et les outils et divers objets s'y trouvant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Grand'Mère, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le VINGT-UNIÈME jour d'AOUT, mil neuf cent cinq.

P. E. BLONDIN,  
Liquidateur.  
2699

Grand'Mère, 26 juillet 1905.

hundred and thirty feet ; bounded in front by the public road, in rear by the land of Napoléon Boisvert, on one side by that of James Perreault, and on the other side by the said Boisvert, forming part of lot eighty eight of the hypothecary cadastre of Sainte Flore—with a workshop thereon erected used as a foundry, with an oven and the tools and various objects there being.

To be sold at the parochial church door of the town of Grand'Mère, at TEN of the clock in the forenoon, MONDAY, the TWENTY FIRST day of AUGUST, nineteen hundred and five.

P. E. BLONDIN,  
Liquidator.  
2700

Grand'Mère, 26th July, 1905.

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 30.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :** — Dmes Desbois vs Gaudreault, 1152 ; Duplin dit St. Jean vs Bérard, 1144 ; Heaganton vs Pépin, 1145 ; Houle vs Daoust, 1144 ; Kimmerman vs Fred, 1145 ; Lapointe vs Simard, 1144 ; Larcher vs Lacombe, 1145 ; Leblanc vs Gareau, 1144 ; Lepage vs Thibault, 1145 ; Little vs Dickson, 1145 ; Smith vs Thurber, 1144.

**ANNONCEURS :** — Avis aux : — Concernant avis, etc., 1137.

**AVIS :** — Association Canado Américaine, 1145.

**BILLES PRIVÉS, P. Q. :** — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 1141 ; Conseil législatif, 1139.

**CERCLE AGRICOLE DISSOUS :** — Municipalité de la partie nord du canton Halifax, 1139.

**EXAMENS :** — Pour les inspecteurs d'écoles, 1139.

**FAILLIS :** — Audet, 1146 ; Cardinal, 1146 ; Durand, 1153 ; Gaucher, 1147 ; Gibeau, 1146 ; Gingras, 1146 ; Gronan, 1153 ; Labonté, 1147 ; Messier, 1146 ; Ouimet, 1153 ; Pelletier, 1147 ; Séguin, 1147 ; Trudel et al, 1153.

**LIQUIDATION :** — Banque de Yarmouth, Nouvelle Ecosse, 1147.

**NOMINATIONS :** — Juges de paix : — Province de Québec : — Trois-Rivières, 1137 ; Chicoutimi, 1137 ; Arthabaska, 1137 ; Bedford, 1138 ; Saint-François, 1138 ; Québec, 1137 ; Montréal, 1138. Percepteur des taxes sur opérations de bourse, 1139.

**NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :** — Raoult Dumouchel, 1139.

**PROCLAMATION :** — Convocation des chambres, 1138.

**RÉSOLUTION :** — Conseil municipal du comté d'Arthabaska, 1143.

**VENTE DE FAILLITE :** — Remillard & Paquin, 1153.

**VENTE PAR LICITATION :** — Nadon vs Nadon, 1148.

### VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA : — Lachance vs Carignan, 1148.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 30.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :** — Dmes Desbois vs Gaudreault, 1152 ; Duplin dit St. Jean vs Bérard, 1144 ; Heaganton vs Pépin, 1145 ; Houle vs Daoust, 1144 ; Kimmerman vs Fred, 1145 ; Lapointe vs Simard, 1144 ; Larcher vs Lacombe, 1145 ; Leblanc vs Gareau, 1144 ; Lepage vs Thibault, 1145 ; Little vs Dickson, 1145 ; Smith vs Thurber, 1144.

**ADVERTISERS :** — Notice to : — Respecting notices, &c., 1137.

**NOTICE :** — Association Canado Américaine, 1145.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :** — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 1141 ; Legislative Council, 1139.

**FARMERS' CLUB DISSOLVED :** — Municipality of the part of the township of Halifax, 1139.

**EXAMINATIONS :** — For school inspectors, 1139.

**INSOLVENTS :** — Audet, 1146 ; Cardinal, 1146 ; Durand, 1153 ; Gaucher, 1147 ; Gibeau, 1146 ; Gingras, 1146 ; Gronan, 1153 ; Labonté, 1147 ; Messier, 1146 ; Ouimet, 1153 ; Pelletier, 1147 ; Séguin, 1147 ; Trudel et al, 1153.

**LIQUIDATION :** — Bank of Yarmouth, Nova Scotia, 1147.

**APPOINTMENTS :** — Justices of the peace : — Province of Quebec : — Three Rivers, 1137 ; Chicoutimi, 1137 ; Arthabaska, 1137 ; Bedford, 1138 ; Saint Francis, 1138 ; Quebec, 1137 ; Montreal, 1138. Stock tax collector, 1139.

**NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :** — Raoult Dumouchel, 1139.

**PROCLAMATION :** — Parliament convoked, 1138.

**RESOLUTION :** — Municipal council of the county of Arthabaska, 1143.

**INSOLVENT SALE :** — Remillard & Paquin, 1153.

**SALE BY LICITATION :** — Nadon vs Nadon, 1148.

### SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA : — Lachance vs Carignan, 1148.

BEAUCHE :—O'Dess vs O'Dess et al, 1149.

KAMOURASKA :—Castonguay vs Dme Paradis et al, 1149.

MONTREAL :—La ville d'Outremont vs Roy, 1150.

QUEBEC :—La cité de Québec vs Dorion, 1150 ;  
Marois vs Lafontaine, 1150.

RIMOUSKI :—Lepage vs Ouellet, 1151.

SAINT-FRANÇOIS :—Biron vs Dme Therriault,  
1151 ; Woodman vs Bryan, 1151.

TROIS-RIVIÈRES :—Gouin vs Pothier, 1152.

BEAUCHE :—O'Dess vs O'Dess et al, 1149.

KAMOURASKA :—Castonguay vs Dme Paradis et al, 1149.

MONTREAL :—The town of Outremont vs Roy,  
1150.

QUEBEC :—The city of Quebec vs Dorion, 1150 ;  
Marois vs Lafontaine, 1150.

RIMOUSKI :—Lepage vs Ouellet, 1151.

SAINT FRANCIS :—Biron vs Dme Therriault, 1151 ;  
Woodman vs Bryan, 1151.

THREE RIVERS :—Gouin vs Pothier, 1152.

OK